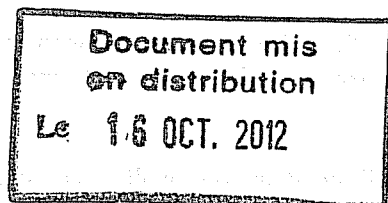




N° 97-2012



ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Enregistré au secrétariat général de l'assemblée le 16 OCT. 2012

RAPPORT

**SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT MODIFICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS
DU LIVRE II DU CODE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

présenté par M^{me} Justine TEURA

*Représentante à l'assemblée de la Polynésie française,
Rapporteur du projet de loi du pays.*

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 5372/PR du 4 octobre 2012, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de loi du pays portant modification de certaines dispositions du livre II du code des postes et télécommunications

En 2003, le Code des postes et télécommunications en Polynésie française ouvrait à la concurrence le secteur de la téléphonie mobile et de la fourniture d'accès à Internet et permettait l'arrivée sur le marché de nouveaux opérateurs de télécommunications.

Ainsi, dans le secteur de la téléphonie mobile, des autorisations d'opérateurs ont pu être accordées par le gouvernement et permettent à ces nouveaux entrants d'établir et d'exploiter un réseau de télécommunication ouvert au public et de fournir au public des services de télécommunication ; le gouvernement devant, pour sa part, veiller à une concurrence effective et loyale au bénéfice de l'utilisateur.

Dans ce sens, parmi les mesures qui concourent à une concurrence effective, l'article D. 212-20 du code a prévu la possibilité pour un usager de conserver son numéro en cas de changement d'opérateur.

Le processus qui permet à tout client d'un opérateur de télécommunications de changer d'opérateur tout en conservant le même numéro est désigné sous le vocable « portabilité des numéros ». L'opérateur donneur est l'opérateur que l'abonné quitte. L'opérateur receveur est l'opérateur auprès duquel l'abonné souscrit un nouveau contrat.

La portabilité des numéros est donc une obligation reposant sur l'ensemble des opérateurs et doit se comprendre comme un droit pour tout client d'un opérateur de télécommunications.

Il convient sur ce premier point de savoir que les dispositions actuelles du Code encadrent sa mise en œuvre aux seules limites technologiques des équipements de télécommunications et des capacités qu'elles permettent. Ces dispositions ne permettent donc pas, en l'état, de prendre les mesures réglementaires appropriées pour la mise en place de cette fonctionnalité.

De même, il est aisé de considérer que la portabilité des numéros constitue un élément décisif du jeu concurrentiel sur le marché polynésien. Il apparaît pour un nouvel entrant que la portabilité est une nécessité commerciale pour conquérir de nouveaux clients et ce, d'autant plus que le marché est relativement développé aujourd'hui en Polynésie française. En effet, si la portabilité ne peut garantir, à elle seule, un jeu concurrentiel effectif, celui-ci ne saurait exister dans un marché mature sans portabilité efficace.

Le présent projet vise donc à modifier l'article D. 212-20 du Code des postes par 4 séries de nouvelles dispositions, en précisant le cadre minimum qui s'applique en termes de droits et d'obligations. Ce cadre est essentiellement orienté au bénéfice de l'utilisateur et s'articule autour des principes qui suivent :

- Pour tirer pleinement parti de l'environnement concurrentiel, les usagers doivent pouvoir faire des choix en connaissance de cause et changer d'opérateur lorsque cela est dans leur intérêt ;
- Il est essentiel de garantir qu'ils puissent le faire sans rencontrer d'obstacles juridiques, techniques ou pratiques, notamment sous la forme de conditions, de procédures, de redevances contractuelles, etc. Cela n'empêche pas l'imposition de périodes contractuelles minimales raisonnables dans les contrats conclus avec les usagers ;
- La portabilité du numéro est un élément clé pour faciliter le choix des usagers et une réelle concurrence sur le marché concurrentiel des télécommunications et elle devra être mise en œuvre dans les meilleurs délais, de sorte que le numéro porté soit activé et opérationnel dans un délai d'un jour ouvrable et que l'utilisateur ne soit pas privé de service pendant plus d'un jour ouvrable ;
- Il importe de garantir que les usagers soient protégés tout au long de la procédure de changement d'opérateur sans rendre cette procédure moins attrayante pour les usagers. Les autorités du Pays doivent veiller à prendre toutes mesures nécessaires dans ce sens, y compris des sanctions appropriées.

Le présent projet de loi du pays s'inscrit donc dans la continuité des modifications du code opérées par notre assemblée depuis 2011 visant à élargir le marché des télécommunications en Polynésie française, tout en garantissant une équité de traitement entre ses différents acteurs. On rappellera en effet :

- que la loi du pays n° 2011-29 du 21 novembre 2011 a notoirement clarifié les obligations de principe auxquelles est soumis tout nouvel opérateur ; de même qu'elle a instauré une procédure d'appel à candidature dans la phase d'instruction des demandes d'établissement et d'exploitation des réseaux ouverts au public et de fourniture au public de services de télécommunication ;
- et que l'adoption de la loi du pays n° 2012-1 du 9 janvier 2012 a eu pour effet d'ouvrir la possibilité, à des prestataires autres que la SAS Mana, de gérer et d'attribuer des noms de domaine « .pf » à des sites Internet nouvellement créés.

La première modification a pour objet de donner obligation aux opérateurs de proposer à leurs abonnés des offres relatives à la portabilité à un tarif raisonnable.

Cette disposition limite également le champ d'application de la portabilité du numéro au territoire de la Polynésie française, dû au fait que le Pays dispose de son propre plan de numérotation. Il est indiqué de façon explicite que la conservation du numéro s'applique uniquement aux numéros non géographiques mobiles.

De même, le cas échéant, la part tarifaire ressortant aux liaisons d'interconnexions ou d'accès doit être proposée à un tarif reflétant les coûts.

Il est donc proposé de compléter l'article D. 212-20 par un premier alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« Les opérateurs sont tenus de proposer à un tarif raisonnable à leurs abonnés les offres permettant à ces derniers de conserver leur numéro non géographique mobile, lorsqu'ils changent d'opérateur tout en demeurant en Polynésie française. Les opérateurs prévoient les dispositions nécessaires dans les conventions d'accès et d'interconnexion, à des tarifs reflétant les coûts correspondants. ».

La deuxième modification a pour objet de permettre à un abonné d'exercer librement son choix de la conservation du numéro, parmi l'ensemble des offres des opérateurs de télécommunications.

Il s'avère important que les opérateurs ne puissent mettre en œuvre des processus qui obligent le client à indiquer, à l'opérateur qu'il quitte, son intention de recourir à la portabilité et ainsi entraîner un renforcement implicite des mécanismes de fidélisation de leurs clientèles.

Il est donc proposé de compléter l'article D. 212-20 par un deuxième alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« Les offres mentionnées à l'alinéa précédent doivent permettre à l'abonné qui le demande de changer d'opérateur tout en conservant son numéro. La demande de conservation du numéro, adressée par l'abonné à l'opérateur auprès duquel il souscrit un nouveau contrat, est transmise par ce dernier à l'opérateur de l'abonné. ».

La troisième modification a pour objet de limiter dans le temps les délais de réalisation du portage du numéro vers l'opérateur receveur. Cette obligation s'applique donc à l'opérateur donneur et se comprend comme le délai maximal pendant lequel l'utilisateur est privé de service.

Il convient ici de noter que cette disposition sous-entend que les durées d'engagements liées aux offres commerciales des opérateurs doivent permettre la mise en œuvre du processus de portabilité sans induire de distorsion de concurrence. Partant, des conditions d'éligibilité à cette fonctionnalité sont envisagées qui obligent autant l'opérateur que l'utilisateur.

D'autre part, il s'agit de veiller à ce que l'utilisateur soit dégagé du risque de paiement simultané pour un seul service aux deux opérateurs concernés. La résiliation du contrat relatif au service souscrit doit être concomitante au portage effectif du numéro. Le processus de portage doit satisfaire ce deuxième point.

Il est laissé la possibilité à l'utilisateur de permettre une prolongation de ce délai.

Il est donc proposé de compléter l'article D. 212-20 par un troisième alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« Le délai de portage ne peut excéder cinq jours ouvrables, sous réserve de la disponibilité de l'accès, sauf demande expresse de l'abonné. Sans préjudice des dispositions contractuelles relatives aux durées minimales d'engagement, le portage effectif du numéro entraîne de manière concomitante la résiliation du contrat qui lie cet opérateur à l'abonné. ».

La quatrième modification a pour objet de veiller à ce que les abonnés ne soient pas impactés par tout retard dans la prestation qui relèverait des opérateurs, notamment en termes de perte de service.

Il est donc proposé de compléter l'article D. 212-20 par un quatrième alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

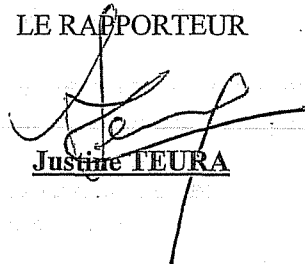
« Tout retard ou abus dans la prestation de conservation du numéro donne lieu à indemnisation de l'abonné. ».

Enfin, le conseil des ministres définira en tant que de besoin, les modalités d'application relatives à la portabilité des numéros, conformément aux principes énoncées dans les dispositions ci-avant exposées.

* * * * *

Tel est l'objet du projet de loi du pays ci-joint, que le rapporteur propose à ses collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de la communication, du patrimoine culturel, de l'artisanat et de la jeunesse et des sports, d'adopter.

LE RAPPORTEUR



Justine TEURA

TABLEAU COMPARATIF

*Projet de loi du pays portant modification de certaines dispositions du livre II
du code des postes et télécommunications
(Lettre n° 5372/PR du 4-10-2012)*

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
<u>Section V – Numérotation et adressage</u>	<u>Section V – Numérotation et adressage</u>
<p>Article D.212-20.- Un plan de numérotation accessible en Polynésie française est approuvé par arrêté pris en conseil des ministres. Ce plan garantit un accès égal et simple des utilisateurs aux différents réseaux et services de télécommunication. Les formats de numérotation sont identiques pour tous les usagers d'une même catégorie.</p> <p>La gestion du plan de numérotation relève de la compétence du Président du gouvernement ou du ministre ayant reçu délégation à cet effet. Il est géré sous son contrôle.</p> <p>Le Président du gouvernement ou le ministre ayant reçu délégation à cet effet attribue aux opérateurs des préfixes et des numéros ou blocs de numéros, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires, moyennant une redevance fixée par arrêté pris en conseil des ministres, destinée à couvrir les coûts de gestion et le contrôle de son utilisation.</p> <p>Les conditions d'utilisation de ces préfixes, numéros ou blocs de numéros ne peuvent être protégées par un droit de propriété industrielle ou intellectuelle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert.</p> <p>Tout abonné peut conserver son numéro en cas de changement d'opérateur dans la limite des technologies mises en œuvre et des capacités qu'elles permettent</p>	<p>Article LP 212-20.- Un plan de numérotation accessible en Polynésie française est approuvé par arrêté pris en conseil des ministres. Ce plan garantit un accès égal et simple des utilisateurs aux différents réseaux et services de télécommunication. Les formats de numérotation sont identiques pour tous les usagers d'une même catégorie.</p> <p>La gestion du plan de numérotation relève de la compétence du Président du gouvernement ou du ministre ayant reçu délégation à cet effet. Il est géré sous son contrôle.</p> <p>Le Président du gouvernement ou le ministre ayant reçu délégation à cet effet attribue aux opérateurs des préfixes et des numéros ou blocs de numéros, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires, moyennant une redevance fixée par arrêté pris en conseil des ministres, destinée à couvrir les coûts de gestion et le contrôle de son utilisation.</p> <p>Les conditions d'utilisation de ces préfixes, numéros ou blocs de numéros ne peuvent être protégées par un droit de propriété industrielle ou intellectuelle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert.</p> <p>Tout abonné peut conserver son numéro en cas de changement d'opérateur dans la limite des technologies mises en œuvre et des capacités qu'elles permettent</p>

	<p>Les opérateurs sont tenus de proposer à un tarif raisonnable à leurs abonnés les offres permettant à ces derniers de conserver leur numéro non géographique mobile, lorsqu'ils changent d'opérateur tout en demeurant en Polynésie française. Les opérateurs prévoient les dispositions nécessaires dans les conventions d'accès et d'interconnexion, à des tarifs reflétant les coûts correspondants.</p> <p>Les offres mentionnées à l'alinéa précédent doivent permettre à l'abonné qui le demande de changer d'opérateur tout en conservant son numéro. La demande de conservation du numéro, adressée par l'abonné à l'opérateur auprès duquel il souscrit un nouveau contrat, est transmise par ce dernier à l'opérateur de l'abonné.</p>
	<p>Le délai de portage ne peut excéder cinq jours ouvrables, sous réserve de la disponibilité de l'accès, sauf demande expresse de l'abonné. Sans préjudice des dispositions contractuelles relatives aux durées minimales d'engagement, le portage effectif du numéro entraîne de manière concomitante la résiliation du contrat qui lie cet opérateur à l'abonné.</p> <p>Tout retard ou abus dans la prestation de conservation du numéro donne lieu à indemnisation de l'abonné.</p> <p>Un arrêté en conseil des ministres précise les modalités d'application des deux alinéas précédents.</p>



ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOI ORGANIQUE N° 2004-192 DU 27 FÉVRIER 2004

SESSION BUDGÉTAIRE

LOI DU PAYS

(NOR : ARN1201998LP)

portant modification de certaines dispositions du livre II du code des postes et télécommunications

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

Travaux préparatoires :

- Arrêté n° 1500 CM du 4 octobre 2012 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission de la communication, du patrimoine culturel, de l'artisanat et de la jeunesse et des sports le 16 octobre 2012 ;
- Rapport n° 97-2012 du 16 octobre n2012 de Madame Justine TEURA, rapporteur du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 23 novembre 2012 ;

Article LP 1.- L'article D. 212-20 du livre II du code des postes et télécommunications en Polynésie française est modifié comme suit :

- a) « Article LP 212-20 » ;
- b) Le dernier alinéa de l'article D. 212-20 susvisé est supprimé ;
- c) Il est inséré, à la suite du quatrième alinéa de l'article D. 212-20, cinq alinéas ainsi rédigés :

« Les opérateurs sont tenus de proposer à un tarif raisonnable à leurs abonnés les offres permettant à ces derniers de conserver leur numéro non géographique mobile, lorsqu'ils changent d'opérateur tout en demeurant en Polynésie française. Les opérateurs prévoient les dispositions nécessaires dans les conventions d'accès et d'interconnexion, à des tarifs reflétant les coûts correspondants. »

Les offres mentionnées à l'alinéa précédent doivent permettre à l'abonné qui le demande de changer d'opérateur tout en conservant son numéro. La demande de conservation du numéro, adressée par l'abonné à l'opérateur auprès duquel il souscrit un nouveau contrat, est transmise par ce dernier à l'opérateur de l'abonné.

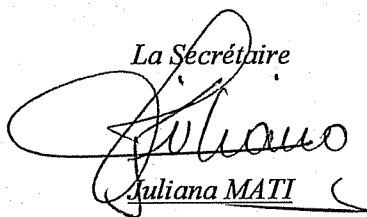
Le délai de portage ne peut excéder cinq jours ouvrables, sous réserve de la disponibilité de l'accès, sauf demande expresse de l'abonné. Sans préjudice des dispositions contractuelles relatives aux durées minimales d'engagement, le portage effectif du numéro entraîne de manière concomitante la résiliation du contrat qui lie cet opérateur à l'abonné.

Tout retard ou abus dans la prestation de conservation du numéro donne lieu à indemnisation de l'abonné.

Un arrêté en conseil des ministres précise les modalités d'application des deux alinéas précédents. ».

Délibéré en séance publique, à Papeete, le 23 novembre 2012

La Secrétaire



Juliana MATI

Le Président



Jacqui DROLLET